

Qu'est-ce que la CNT-AIT ?

La CNT-AIT regroupe tous ceux qui, parmi les exploités, veulent combattre le capitalisme et l'État et instaurer une société libertaire. Sur les lieux de travail comme sur les lieux de vie, elle pratique l'anarchosyndicalisme : action collective directe, autogestion des luttes, solidarité de classe. Elle rejette toute compromission avec les patrons, les pouvoirs publics et les médias. Elle boycotte toutes les élections. Elle refuse de syndiquer les membres des forces répressives de l'État, considérées comme les ennemies des travailleurs.

Elle représente en France l'Association Internationale des Travailleurs (AIT, Première Internationale).

Pour nous rencontrer, pour discuter, vous pouvez passer à notre permanence, le samedi de 17 à 19 heures : **CNT-AIT, 7 rue ST REMESY, 31000 TOULOUSE**

Plus d'info sur les sites :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

<http://cnt-ait.info>

<http://cnt.ait.caen.free.fr/>
(forum)

ما هي نقابة العمل العام ؟
ورابطة العمال الدولية CNT-AIT ؟
هي ترفد جميع كل الذين ، من
فئة المستغلين ، الذين يريدون
مخاربة النظام الرأسمالي والدولة
والوصول الى مجتمع تحرري
ولا سلطوي ، وذلك من خلال
العمل الجماعي المباشر ، الإدارة
الذاتية للعمل النقابي ، التضامن
الطبيعي ، رفض أي تنازل مع
أرباب العمل أو السلطة أو
وسائل الإعلام ، مقاطعة
الانتخابات ، رفض الدولة
كل من يأتي من القوى القمعية
للدولة ، التي تعتبر من أعداء
العمال .

وهي تمثل في فرنسا
الرابطة الدولية للعمال .

ANARCHOSYNDICALISME

bimestriel de la CNT-AIT
est en vente dans plusieurs kiosques
de Toulouse et de sa région.
N'hésitez pas à le demander !

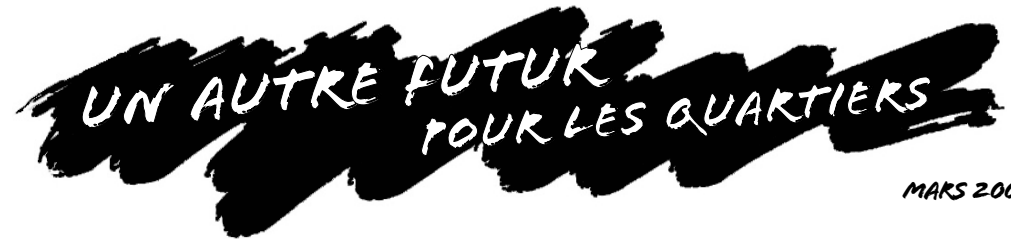
Pour recevoir gratuitement sans engagement les prochains exemplaires de notre journal,
"Anarchosyndicalisme", retournez ce bon à l'adresse ci-dessus :

Nom : Prénom :

Adresse :

.....Appartement :Code Postal :

OTRO FUTURO, OUTRO FUTURO. ALIA ESTONTECO. مُسْتَقْبَلٌ آخَرُ



MARS 2008

BULLETIN ANARCHOSYNDICALISTE DES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DE LA CNT-AIT,
TRAVAILLEURS, ETUDIANTS, LYCÉENS ET HABITANTS DU QUARTIER DU MIRAIL

REVENUS : PATRONS : + 40 % SALARIES : 0 %

● On vient d'apprendre ces jours-ci qu'en moyenne les patrons français se sont accordés cette année une augmentation de 40 % !

Et vous, votre salaire, il a augmenté de combien ?

En moyenne, pour les salariés, l'augmentation a été de zéro euro zéro centime. Et c'est à peu près pareil pour les minima sociaux.

Conséquence : avec la hausse de tous les prix, notre pouvoir d'achat s'effondre.

A la radio, un journaliste se posait la question "Comment une augmentation de 40 % en un an est-elle possible ?". La réponse est simple : en exploitant à mort les travailleurs !

Après les 172 % d'augmentation que Sarko s'est offert sur notre dos, ces 40 % d'augmentation des revenus des patrons sont une injure pour nous tous.

CARREFOUR MARSEILLE UN EXEMPLE A SUIVRE

● Le 1er février, des grèves ont touché plus d'un hypermarché sur deux. Du jamais vu en France !

Le Carrefour du centre Grand Littoral de Marseille a été fermé pendant plus de deux semaines. Le ven-

dredi 15, la direction a demandé l'intervention des forces de "l'ordre" pour faire passer des camions de livraison. Eh oui, les flics et les patrons sont copains comme cochons. Deux personnes ont été hospitalisées à la suite des violences policières, dont une femme enceinte. Le lendemain, la direction a tenté

d'ouvrir le magasin. Une manifestation des grévistes l'a obligé à rester tranquille... Aujourd'hui, le travail a repris à Carrefour Marseille, mais le mécontentement des salariés des hypermarchés est grand partout. D'autres mouvements de grève se préparent et nous, les clients, nous serons solidaires des salariés.

Muriel

Les dirigeants de Carrefour trouvent qu'ils n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires de misère des employés de base. Ils font semblant d'oublier que leur ex-PDG, Daniel Bernard, s'était scandaleusement gavé lors de son départ en 2003 en emportant 32 millions d'euros.

TOULOUSE

Licenciements à l'ABC, j'y tiens pas

● Le cinéma ABC, c'est un de ces cinémas dits culturels qui se sont faits une spécialité dans "la défense des valeurs", dans les films alternatifs... bref, une salle "très comme il faut"... mais pas forcément pour ceux qui y travaillent :

- un salarié, auquel l'ABC avait fait miroiter qu'il aurait un CDI démissionne de l'emploi qu'il avait ailleurs. Au moment de signer avec l'ABC, c'est un simple CDD. Après quoi, il est mis à la porte.

- un autre salarié, viré, avait porté plainte aux prud'hommes puis avait décroché une possibilité d'embauche dans un autre cinéma. L'ABC a télé-

phoné à l'employeur potentiel et ... le salarié s'est retrouvé à la rue.

- voici quelques semaines, l'ABC a proposé aux salariés les moins payés de ... diminuer leur salaire, mais pas question de toucher aux gros salaires ! Comme ils n'ont pas accepté ils viennent d'être virés.

Comme quoi, on peut faire campagne avec le slogan "L'ABC, j'y tiens" et ne pas tenir beaucoup à ses propres salariés ! Comme quoi, de "gauche" comme de "droite", les patrons sont tous pareils.

Vick

RECIDIVE

Pour les uns des peines-plancher, pour les patrons, on efface tout et ils recommencent

● Il y a des récidivistes qui se frottent les mains : les patrons.

En effet, l'Etat est en train de réécrire le Code du Travail. Les articles de loi qui prévoyaient des sanctions en cas de récidive vont être enlevés.

Comme ça, les patrons pourront violer à répétition une quantité d'autres articles et mettre la sécurité des salariés en péril, ils ne risqueront plus rien pour leurs récidives crapuleuses.

Voici une liste d'articles qui punissaient la récidive des délits commis par les patrons. Ils sont en train de disparaître du Code du travail. Ce sont, entre autres, les articles : L 263-2-3 ; L 231-12 / L 4741-3, L 4731-1, L 263-9, L 235-16 / L 4744-3, L 263-10 I, L 235-2 / L 4744-3, L 263-11 / L 4777-6, L 263-11...

CORNEBARRIEU

Centre de rétention ou camp de concentration ?

● Le samedi 19 janvier, j'étais présente devant le centre de rétention de Cornebarrieu. Il y avait un appel à se rassembler devant ce lieu en solidarité avec les personnes "retenues". Retenues ? En fait, nous étions devant une prison et des gens qui y sont enfermés. Dedans, il y avait même des enfants. Ils pleuraient et criaient "Libérez-nous ! Faites-nous sortir d'ici". Ils avaient 11 et 13 ans. C'était horrible, et nous ne pouvions rien faire car ce camp est entouré de barbelés et gardé par des hommes armés en uniforme.

Cette situation a été pour nous tous un véritable cauchemar qui nous a rappelé les heures les plus sombres de notre histoire.

Alexia

VILLIERS-LE-BEL

Territoire occupé

● Le harcèlement de la police contre les habitants se poursuit à Villiers-le-Bel. Il a même pris des proportions scandaleuses. Le lundi 18 février, plus de 1 000 policiers accompagnés d'une armée de journalistes ont transformé cette cité en un terrain de manœuvre policière et médiatique. Portes fracturées, enfants traumatisés, population prise en otage... même la famille d'un des enfants tués en novembre par la voiture de police a été inquiétée ! Les caméras ont pu

rentrer jusque dans l'intimité des habitants ! Les gens de cités n'ont pas droit au minimum de respect. Tout cela nous montre bien qu'elle est la logique de l'Etat : pour les riches plus de pognon, pour les pauvres plus de coups.

Yves

UNIVERSITE

Stop aux contrôles policiers

● Depuis quelques jours, à l'Université de Toulouse-le-Mirail, et à la demande expresse de son président, des flics sont présents à l'intérieur de la fac. Non, ils ne sont pas venus pour faire des études. C'est dommage, penseront certains...

Sous prétexte de "sécuriser" les lieux, ils organisent en fait des contrôles en toute impunité. Et devinez quels sont les étudiants visés...

Après ce brillant début, ils n'ont plus qu'à contrôler le contenu des cours. Il y a sûrement là dedans des choses qui pourraient leur déplaire ou déplaire à leur "employeur". On n'en est pas là, mais d'abandon en lâcheté, ça pourrait bien arriver plus vite qu'on ne le pense. On l'a déjà vu ailleurs et ici même en d'autres temps...

Mic

Flics, patrons, curés,
hors des facs et des lycées !

● Réunion publique d'information contre la biométrie, lundi 10 mars à 19 heures à "La Chapelle", 36 rue Danielle Casanova à Toulouse.